

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 4 février 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Statistiques de finances publiques canadiennes : flux financiers et bilan, 2007 à 2012 (provisoires) 2

Les estimations provisoires des statistiques de finances publiques canadiennes portant sur les flux financiers et le bilan des administrations et des entreprises publiques sont maintenant disponibles pour la période de 2007 à 2012.

Stocks des principales grandes cultures, 31 décembre 2014 6

Production de fruits et de légumes, 2014 8

Stocks de viandes froides et congelées, janvier 2015 10

Indices de mission canadienne à l'étranger, février 2015 11

Nouveaux produits et études 12



Communiqués

Statistiques de finances publiques canadiennes : flux financiers et bilan, 2007 à 2012 (provisoires)

Les estimations provisoires des statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC) portant sur les flux financiers et le bilan des administrations publiques générales et des entreprises publiques sont maintenant disponibles pour la période de 2007 à 2012.

Une nouvelle étude, « Les estimations provisoires des statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC) : les flux financiers et le bilan », est maintenant accessible dans *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)).

Cette diffusion, qui est la dernière d'une série de trois, fait suite aux deux premières diffusions de novembre 2014 portant sur la situation des opérations et sur les dépenses fonctionnelles pour toutes les composantes des administrations publiques générales, ainsi que pour les entreprises publiques fédérales, provinciales et territoriales.

Les sources de données, les méthodes et les concepts qui sous-tendent les données fondées sur les SFPC diffèrent considérablement de ceux sur lesquels s'appuient les données fondées sur le système de gestion financière publiées antérieurement par Statistique Canada.

Étant donné l'amplitude des différences, Statistique Canada a décidé de diffuser les données en les qualifiant de provisoires. Ce qualificatif signale aux utilisateurs que les données sont utilisables, mais qu'elles sont sujettes à révision. Au cours de la présente année, ces données seront intégrées dans le reste du Système canadien de comptes macroéconomiques (comptes nationaux, balance des paiements, bilan des investissements internationaux, tableaux entrées-sorties), ce qui entraînera des révisions à mesure que les données, les concepts et les méthodes seront rapprochés du cadre des comptes nationaux et harmonisés avec celui-ci.

Les données demeureront provisoires jusqu'à ce qu'un certain nombre d'améliorations soient mises en œuvre au cours de cette année. Ces améliorations comprennent l'équilibrage des dons entre les niveaux d'administration publique, l'ajout des acquisitions d'actifs non financiers et du stock de capital, ainsi que la consolidation des opérations intersectorielles et des stocks.

Même si certaines séries détaillées seront révisées cette année et que des lacunes persisteront dans les données, le tableau général et les tendances resteront similaires à ceux qui se dégagent des données courantes.

Note aux lecteurs

Les statistiques de finances publiques peuvent être utilisées pour étudier de manière cohérente et systématique la situation financière, les liquidités et les opérations des différents niveaux d'administration publique. Les données des comptes publics ne peuvent pas être employées à cette fin parce que, même si elles sont compilées conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, la façon dont elles sont déclarées peut varier d'une administration publique à l'autre et il est donc difficile d'effectuer des comparaisons.

Partout dans le monde, les pays alignent ou ont déjà aligné leurs statistiques de finances publiques sur les normes internationales qui ont été établies par le Fonds monétaire international. Le Canada se joint maintenant à l'Australie pour devenir l'un des rares pays à produire des statistiques de finances publiques directement d'après les documents comptables des administrations publiques, afin de fournir aux utilisateurs des statistiques de plus haute qualité et présentées à un niveau de détail beaucoup plus fin.

Les données consolidées sur les administrations publiques pour tous les niveaux seront disponibles au moment de la diffusion des statistiques de finances publiques canadiennes en novembre 2015.

Les données correspondent à la fin de l'exercice s'approchant le plus du 31 décembre. Par exemple, les données pour l'exercice de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2010 (exercice financier de 2009-2010) sont déclarées dans l'année de référence 2009.

La première compilation des statistiques de finances publiques canadiennes est un exercice complexe qui comporte des changements structurels, conceptuels et statistiques, ainsi que des changements de présentation. Il est vivement conseillé aux utilisateurs habituels des données de Statistique Canada de se familiariser avec ces changements.

Les passifs nets exprimés en pourcentage du produit intérieur brut de l'administration publique fédérale augmentent entre 2008 et 2012

La valeur financière nette représente une des mesures analytiques les plus importantes du cadre que constituent les SFPC. La valeur financière nette se définit comme la valeur totale des actifs financiers, diminuée de la valeur totale des passifs. Lorsque les actifs financiers sont plus élevés que les passifs, la mesure fait référence aux actifs financiers nets. Lorsque les passifs sont plus élevés que les actifs financiers, la mesure fait référence aux passifs nets.

Graphique 1

Passifs nets exprimés en pourcentage du produit intérieur brut, administration publique fédérale, 2007 à 2012

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 385-0033 et 380-0064.

Les passifs nets exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de l'administration publique fédérale étaient de 30,9 % en 2008, mais ont augmenté rapidement en 2009 pour atteindre 34,3 %. Malgré une croissance économique robuste en 2010 et en 2011, ce ratio a continué d'augmenter pour atteindre un sommet en 2011, s'établissant à 35,7 %. Cependant, en 2012, le ratio a diminué légèrement pour se chiffrer à 35,2 %, les passifs nets de l'administration publique fédérale ayant crû à un rythme plus lent que le PIB.

Entre 2007 et 2012, les passifs nets de l'administration publique fédérale ont augmenté de 149 milliards de dollars, atteignant un total de 649 milliards de dollars. Cette augmentation était inférieure à la croissance des passifs nets des administrations publiques provinciales et territoriales, qui ont crû de 200 milliards de dollars. En 2012, les passifs nets des administrations publiques provinciales et territoriales ont atteint 428 milliards de dollars.

Tableau 1
Passifs nets par habitant, administrations publiques provinciales et territoriales, 2007 à 2012

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	dollars					
Canada	6 888	7 620	9 165	10 306	11 673	12 215
Terre-Neuve-et-Labrador	13 505	11 531	10 497	9 577	8 660	9 175
Île-du-Prince-Édouard	9 593	9 632	10 642	10 824	12 554	12 910
Nouvelle-Écosse	11 070	11 027	11 752	11 428	12 297	12 564
Nouveau-Brunswick	8 347	8 671	9 920	11 120	12 301	12 912
Québec	11 992	12 961	14 885	15 785	16 336	17 043
Ontario	9 849	10 650	13 043	14 850	16 896	17 734
Manitoba	8 630	8 426	8 583	9 535	11 936	12 832
Saskatchewan	4 479	2 573	3 106	2 869	4 132	3 687
Alberta	-11 134	-8 910	-8 581	-7 271	-6 281	-5 874
Colombie-Britannique	2 330	2 898	3 555	3 989	5 495	5 581
Yukon	-14 652	-13 091	-12 022	-10 098	-10 762	-13 436
Territoires du Nord-Ouest	-10 630	-9 373	-7 254	-1 685	-10	-1 894
Nunavut	-6 208	-4 262	-4 264	-4 746	-6 555	-11 654

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0005 et 385-0034.

Une façon de comparer la situation financière provinciale et territoriale consiste à regarder les passifs nets par habitant. Le portrait des passifs nets par habitant des administrations publiques provinciales et territoriales a varié considérablement à la suite de la crise financière mondiale de 2008. En 2012, l'Ontario a enregistré la situation de passif net par habitant la plus élevée, passant de 9 849 \$ en 2007 à 17 734 \$ en 2012, en hausse de 80,1 %. Seuls l'Alberta, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont enregistré une situation d'actif financier net.

En 2007, Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la situation de passif net par habitant la plus élevée parmi les administrations publiques provinciales et territoriales, laquelle s'est chiffrée à 13 505 \$, suivie du Québec (11 992 \$). En 2012, la situation de passif net par habitant de Terre-Neuve-et-Labrador (9 175 \$) s'est établie au septième rang, en baisse de 32,1 % par rapport à 2007.

En 2007, l'Alberta a enregistré une situation d'actif financier net de 11 134 \$ par habitant. En 2012, l'actif financier net par habitant a diminué de 47,2 % pour s'établir à 5 874 \$. Une augmentation importante des titres de créances du passif était principalement à l'origine de ce changement au cours de la période.

Graphique 2

Passifs nets par habitant, administrations publiques provinciales sélectionnées et total pour le Canada, 2007 à 2012

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0005 et 385-0034.

Actifs et passifs financiers

Les rôles, responsabilités et pouvoirs des différents niveaux d'administration publique se reflètent dans la composition et l'évolution des actifs et passifs de ces derniers.

Graphique 3

Composition des actifs financiers, par type, selon le secteur des administrations publiques et les entreprises publiques, 2012

1. La catégorie « actions et parts de fonds » réfère à la catégorie appelée « actions et parts de fonds d'investissement ».

Note(s) : Les autres comptes à recevoir pour les entreprises publiques incluent 1,6 % pour l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux.

Source(s) : Tableaux CANSIM 385-0033, 385-0034, 385-0035, 385-0036, 385-0037, 385-0038 et 385-0039.

Les actifs financiers de l'administration publique fédérale et des entreprises publiques se composent principalement de prêts, en particulier au secteur des corporations.

Il y a prépondérance des actions et parts de fonds d'investissement ainsi que des titres de créances pour les régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec et pour les administrations publiques provinciales et territoriales. En effet, ces secteurs de l'administration publique gèrent d'importants programmes de sécurité sociale qui exigent la constitution et la gestion d'actifs offrant des rendements potentiels plus élevés. Les actifs des universités et collèges détenus dans les fonds de dotation sont également constitués, en majeure partie, d'actions et parts de fonds d'investissement et de titres de créances.

Les autres comptes à recevoir constituent l'actif financier le plus important des secteurs de la santé, des administrations publiques locales et des conseils scolaires.

Graphique 4 **Composition du passif, par type, selon le secteur des administrations publiques et les entreprises publiques, 2012**

1. La catégorie « assurance et régimes de retraite » réfère à la catégorie appelée « assurance, régimes de retraite et programmes de garantie normalisés ».

Note(s) : Les autres comptes à payer pour l'administration publique fédérale incluent 1 % pour l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux.

Source(s) : Tableaux CANSIM [385-0033](#), [385-0034](#), [385-0035](#), [385-0036](#), [385-0037](#), [385-0038](#) et [385-0039](#).

Les titres de créances (bons du Trésor, autres papiers à court terme et obligations) représentent plus de 70 % du total du passif pour les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales. En fait, les titres de créances représentent la source principale de financement des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, et locales, y compris les entreprises publiques.

Les passifs des autres secteurs sont en majeure partie constitués de fonds reçus sous forme de prêts des autres niveaux d'administration publique, ainsi que d'autres comptes à payer. Cela s'explique par le fait que ces secteurs ont un accès restreint aux marchés financiers et dépendent des autres niveaux d'administration publique pour financer leurs opérations.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [385-0033](#) à [385-0039](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5218](#).

La structure de la classification *Statistiques de finances publiques canadiennes 2014* est maintenant accessible à partir du module *Définitions, sources de données et méthodes* de notre site Web.

L'étude « Les estimations provisoires des statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC) : les flux financiers et le bilan », qui fait partie de *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Stocks des principales grandes cultures, 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, les stocks totaux de la plupart des principales grandes cultures ont diminué comparativement à la même date en 2013. Ce recul reflétait une tendance à la baisse de la production, qui a aussi diminué de 2013 à 2014. Toutefois, les stocks à la ferme et les stocks commerciaux de soya ont atteint une quantité record au 31 décembre.

Les stocks totaux de blé ont diminué de 13,5 % par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 24,8 millions de tonnes métriques, après avoir observé une baisse de 22,0 % de la production du blé en 2014. Les stocks à la ferme ont atteint 20,8 millions de tonnes, en baisse de 17,8 % par rapport au sommet de 25,3 millions de tonnes enregistré en 2013. Par ailleurs, les stocks commerciaux ont augmenté de 19,6 % pour s'établir à 4,0 millions de tonnes.

Dans l'ensemble, les stocks de canola ont totalisé 11,1 millions de tonnes au 31 décembre 2014, en baisse de 10,5 % comparativement au 31 décembre 2013. Les stocks à la ferme ont diminué de 13,9 % pour atteindre 9,9 millions de tonnes, une baisse qui était étroitement liée à la diminution de 13,4 % de la production en 2014. Les niveaux des stocks commerciaux ont augmenté de 32,8 % au cours de la même période pour s'établir à 1,2 million de tonnes.

Les stocks totaux de maïs-grain ont atteint 9,7 millions de tonnes au 31 décembre 2014, en baisse de 16,6 % par rapport au niveau record de 11,6 millions de tonnes enregistré au 31 décembre 2013. Ce recul était la conséquence d'une baisse de 16,2 % des stocks à la ferme et d'une baisse de 18,0 % des stocks commerciaux.

Les stocks totaux d'avoine ont diminué de 12,7 % par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 2,5 millions de tonnes au 31 décembre 2014, les stocks à la ferme ayant reculé de 13,3 % pour s'établir à 2,3 millions de tonnes. Les stocks commerciaux ont diminué de 4,7 % pour s'établir à 177 300 tonnes.

Les stocks d'orge ont diminué de 20,3 % par rapport au 31 décembre 2013 pour atteindre 5,4 millions de tonnes au 31 décembre 2014. Cette baisse était principalement attribuable à la diminution de 21,6 % des stocks à la ferme, qui ont atteint 5,1 millions de tonnes.

Dans l'ensemble, les stocks de soya ont augmenté de 29,4 % par rapport au 31 décembre 2013 pour atteindre un niveau record de 3,5 millions de tonnes au 31 décembre 2014, dépassant le sommet précédent (2,8 millions de tonnes) atteint au 31 décembre 2011. Les stocks commerciaux ont augmenté de 57,1 % pour atteindre 1,2 million de tonnes, tandis que les stocks à la ferme ont augmenté de 18,0 % pour s'établir à 2,3 millions de tonnes.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les fermes de décembre, menée auprès de 8 683 agriculteurs canadiens, est une enquête sur les stocks des principales grandes cultures effectuée du 2 au 12 janvier 2015. Les producteurs devaient déclarer les quantités de céréales, de graines oléagineuses et de cultures spéciales entreposées à la ferme. Comme vu dans l'Enquête sur les fermes menée en mars 2014, deux questions supplémentaires ont été posées lors de l'Enquête sur les fermes de décembre portant sur la capacité d'entreposage permanent des grains à la ferme et le pourcentage de grains entreposés à la ferme selon des méthodes d'entreposage temporaire. Les estimations sur la capacité d'entreposage des grains seront disponibles sur demande dès le 19 février.

Les données sur les stocks commerciaux des principales cultures de l'Ouest proviennent de la Commission canadienne des grains (CCG). En date du 1^{er} août 2013 cependant, la CCG a changé sa façon de diffuser le total des stocks commerciaux en excluant les stocks en transit de ce total. En général, les stocks en transit représentent jusqu'à 1 % du total des stocks, tout dépendant de la culture concernée. À la prochaine publication des Stocks des principales grandes cultures au 31 mars 2015, qui sera diffusée le 6 mai, un ajustement tenant compte du traitement des stocks en transit sera fait rétroactivement.

Les stocks commerciaux de maïs et de soya sont estimés à l'aide d'une enquête par sondage que Statistique Canada mène auprès des exploitants de silos de l'Est du Canada. Les données sur les stocks commerciaux de cultures spéciales proviennent d'une enquête auprès des manutentionnaires et des agents de commercialisation des cultures spéciales.

Calendrier de diffusion : les dates des diffusions à venir pour les séries de rapports sur les grandes cultures sont affichées [en ligne](#) : les stocks des principales grandes cultures, les superficies des principales grandes cultures et la production des principales grandes cultures.

Tableau 1
Stocks des principales grandes cultures au 31 décembre

	Décembre 2012	Décembre 2013	Décembre 2014	Décembre 2012 à décembre 2013	Décembre 2013 à décembre 2014
	milliers de tonnes métriques			variation en %	
Tout le blé	20 710	28 676	24 818	38,5	-13,5
Blé dur	3 931	5 239	4 059	33,3	-22,5
Blé, sauf le blé dur	16 779	23 436	20 759	39,7	-11,4
Orge	5 265	6 750	5 382	28,2	-20,3
Canola	8 076	12 406	11 103	53,6	-10,5
Maïs-grain	10 404	11 590	9 671	11,4	-16,6
Pois secs de grande culture	2 051	2 335	1 556	13,8	-33,4
Lin	412	490	608	18,9	24,1
Lentilles	1 481	1 448	755	-2,2	-47,9
Avoine	2 056	2 848	2 485	38,5	-12,7
Seigle	196	133	123	-32,1	-7,5
Soya	2 707	2 688	3 477	-0,7	29,4

Note(s) :

Les estimations du tableau ont été arrondies au millier près. Les variations en pourcentage sont calculées en fonction des données non arrondies de CANSIM. Les chiffres ayant été arrondis, la somme des types de blé peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source(s) : Tableau CANSIM [001-0040](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [001-0040](#) à [001-0043](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [3401](#), [3403](#), [3404](#), [3443](#), [3464](#), [3476](#), [5046](#) et [5153](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

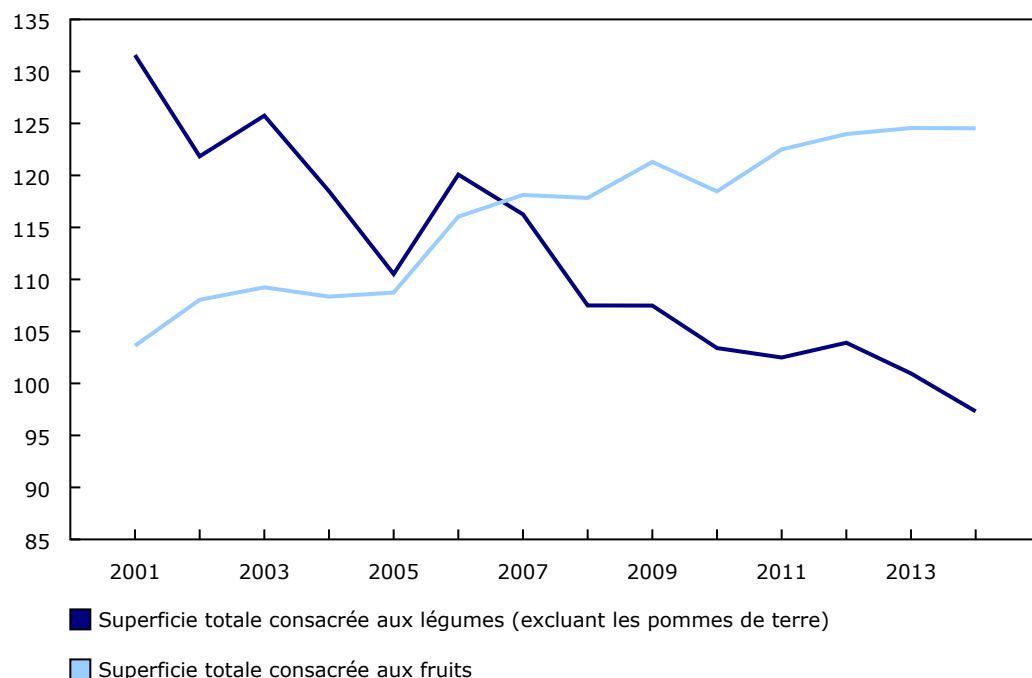
Production de fruits et de légumes, 2014

La croissance de la superficie consacrée à la culture des fruits a ralenti en 2014, alors que celle consacrée aux légumes a continué de baisser. Depuis 2001, le Canada a perdu 34 255 hectares de superficie consacrée aux légumes, tandis que celle consacrée aux fruits a augmenté de 20 908 hectares.

Par rapport à l'année précédente, la superficie consacrée aux légumes a diminué de 3,7 % pour atteindre 97 300 hectares en 2014. La diminution de 32,5 % de la superficie consacrée aux tomates a contribué au recul de la superficie consacrée aux légumes. En revanche, d'autres cultures ont connu une croissance : les concombres et cornichons (+16,6 %), les oignons verts et échalotes (+12,4 %) ainsi que les choux chinois (+9,8 %).

Graphique 1 Superficies consacrées à la culture des fruits et des légumes

milliers de hectares



Source(s) : Tableaux CANSIM 001-0009 et 001-0013.

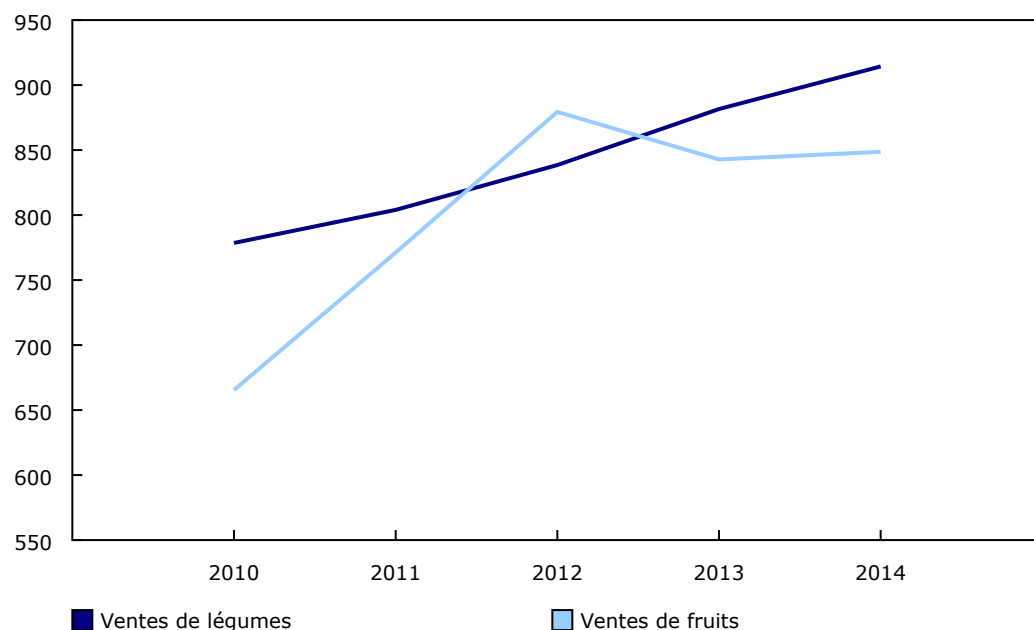
Les producteurs canadiens de fruits et de légumes ont déclaré des ventes de 1,8 milliard de dollars en 2014, soit une croissance de 2,2 % par rapport à l'an dernier. Malgré une diminution de la superficie consacrée aux légumes, les ventes de légumes ont augmenté de 3,6 % pour atteindre 914 millions de dollars. Des rendements plus élevés ont été déclarés pour diverses cultures, telles que les oignons secs, les navets et rutabagas, les citrouilles, la laitue, les échalotes et oignons verts, et les radis (y compris les radis asiatiques). En 2014, les ventes de l'Ontario ont représenté 43,7 % des ventes totales de légumes au Canada et celles du Québec, 37,3 %.

Les ventes de fruits ont augmenté de 0,7 % pour atteindre 849 millions de dollars. Les ventes de bleuets ont crû de 23,9 % pour s'établir à 246 millions de dollars, tandis que celles de pommes ont diminué de 5,1 % pour se situer à 188 millions de dollars. Les ventes de raisins ont baissé de 33,0 % pour atteindre 116 millions de dollars et celles de canneberges ont reculé de 5,1 % pour se chiffrer à 89,6 millions de dollars. Les producteurs de l'Ontario ont déclaré des rendements plus faibles pour les cerises aigres, les raisins, les pêches et les poires. La production de

bleuets a atteint un sommet au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard ainsi qu'en Colombie-Britannique. Des rendements élevés pour la canneberge ont été déclarés au Québec. En 2014, la Colombie-Britannique a représenté 39,0 % des ventes de fruits au Canada, l'Ontario, 24,3 % et le Québec, 21,5 %.

Graphique 2 Ventes de fruits et de légumes

millions de dollars



Source(s) : Tableaux CANSIM 001-0009 et 001-0013.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 001-0009 et 001-0013.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3407 et 3411.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rita Athwal au 613-951-5022 (rita.athwal@statcan.gc.ca), Division de l'agriculture.

Stocks de viandes froides et congelées, janvier 2015

Les stocks de viandes froides et congelées se sont chiffrés à 113 160 tonnes métriques en janvier, en hausse de 13,2 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Comparativement à octobre 2014, les stocks de viandes froides et congelées qui reposent dans les entrepôts frigorifiques ont crû de 2,1 %, alors que les stocks de viandes de porc congelées ont augmenté de 10,6 %.

Note aux lecteurs

La présente diffusion contient des données sur les stocks pour diverses coupes de porc, de bœuf, de veau, de mouton et d'agneau ainsi que pour les viandes de fantaisie à l'échelle du Canada. Pour les régions, cette diffusion présente les totaux pour les viandes rouges. Elle contient aussi les stocks de viandes importées à l'échelle nationale pour les mêmes périodes.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [003-0081](#) et [003-0082](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3423](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indices de mission canadienne à l'étranger, février 2015

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur les indices de mission canadienne à l'étranger.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2322](#).

Le numéro de février 2015 de la publication *Les indices de mission canadienne à l'étranger* ([62-013-X](#)) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Numéro au catalogue [13-605-X](#) (HTML)

Scieries, novembre 2014, vol. 68, n° 11

Numéro au catalogue [35-003-X](#) (HTML | PDF)

Les indices de mission canadienne à l'étranger, février 2015

Numéro au catalogue [62-013-X](#) (HTML)

Nouvelles études

Les estimations provisoires des statistiques de finances publiques canadiennes (SFPC) : les flux financiers et le bilan

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>